



**Vivre ensemble et prochaines élections législatives**

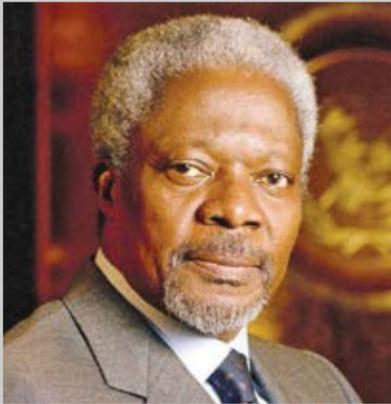
## Les sections préfectorales du MJU s'activent

Plusieurs sections préfectorales du parti Union pour la République (Unir) ont tenu des réunions la semaine dernière. Ces activités ont pour objectif de sensibiliser les jeunes togolais sur le vivre ensemble.

**PAGE 11**



**NECROLOGIE**



Décès de Kofi Annan

**Le Togo rend hommage à ce digne fils d'Afrique et vaillant représentant du continent**

**PAGE 11**

**ECONOMIE**



Investissements

**Le Britannique Eagle Scientific va investir au Togo**

En visite au Togo en fin de semaine dernière, les experts du groupe britannique Eagle Scientific accompagnés de parlementaires anglais ont concédé que...

**PAGE 5**

**Mixed Martial Arts**

**Le Togolais Christ Franck en stage international**

Le togolais Christ Franck et son confrère Mushin Corbbrey, deux champions qui ...

**PAGE 10**



# A l'occasion de l'anniversaire du « 19 août » Atchadam qualifie la feuille de route de victoire d'étape

Hier, cela faisait un an jour pour jour que le Togo a failli basculer dans le chaos. Une manifestation déclarée à l'avance pacifique par les premiers responsables du Parti national panafricain (PNP), s'est transformée en une série de violences. Parler de l'anniversaire du 19 août et des mois de manifestations qui s'en sont suivis, c'est parler avant tout des morts, des blessés graves, même dans les rangs des forces de l'ordre. Un an après cette date, Tikpi Atchadam et son parti parlent de victoire.

**PAGE 3**

**RETROSPECTIVE**

## Chronologie du dialogue politique inter-togolais du début jusqu'à ce jour

Depuis août 2017, l'opposition togolaise mobilise des milliers de partisans dans les rues de Lomé et d'autres villes du pays pour réclamer des réformes constitutionnelles et la démission du chef de l'Etat. Le Chef de l'Etat a introduit, à l'Assemblée Nationale en septembre 2017, un projet de loi portant sur les articles 52, 59 et 60 de la Constitution du 14 octobre 1992 révisée et vise notamment la limitation des mandats des parlementaires et du Président de la République, ainsi que l'introduction d'un mode de scrutin majoritaire à deux tours...

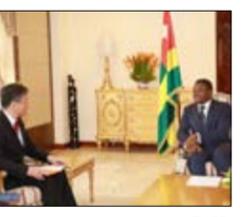
**PAGE 3**

**Troubles politiques de 2017**

# Nécessité de rendre justice aux victimes des manifestations violentes

**PAGE 2**



 <p><b>Quelles leçons ?</b></p>	<p><b>SOMMAIRE</b></p>	<p>RDC <b>Katumbi sous mandat d'arrêt international</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Investissements <b>Le Britannique Eagle Scientific va investir au Togo</b></p>  <p>P 5</p>	<p>« Fitheb » <b>L'édition 2018 se tient en novembre</b></p>  <p>P 9</p>	<p>Mixed Martial Arts <b>Le Togolais Christ Franck en stage international</b></p>  <p>P 10</p>	<p>Diplomatie <b>Chao Weidong, le nouvel Ambassadeur de la Chine invite le Togo au Focac</b></p>  <p>P 11</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Troubles politiques de 2017

# Nécessité de rendre justice aux victimes des manifestations violentes

**L'association Agir Ensemble pour les Droits des Victimes Sociopolitiques au Togo (AEDVSTO) a présenté hier dimanche, un rapport d'enquêtes sur les victimes des récents troubles qu'a enregistrés le Togo.**



**Les responsables de l'association AEDVSTO**

La conférence de presse tenue hier dimanche par l'association coïncide avec la date du premier anniversaire du soulèvement du 19 août 2017 organisé par le Parti national panafricain (PNP). Une manière pour ses animateurs d'adresser leur invite à la classe politique

dans toutes ses composantes à œuvrer en faveur de la paix et la promotion du vivre ensemble. Le rapport présenté hier à la presse est, selon les premiers responsables de l'association, un condensé d'enquêtes menées dans les villes de Mango, Sokodé, Bafilo, Anié et dans le grand

Lomé.

Sur auto saisine et par réquisitions des victimes ou proches de ces dernières, des investigations qui ont menées par l'AEDVSTO ont permis d'actualiser le répertoire des Togolais qui, dans le cadre des manifestations politiques violentes, ont subi des pertes tant matérielles que physiques. Pour Emanuel Tchandao, le président de l'association, un plan d'action qui consistera à mener un plaidoyer auprès des acteurs politiques (parti majoritaires et oppositions), des représentations diplomatiques internationales ainsi qu'auprès des Organisations non gouvernementales étrangères. Ces lobbyings permettront, selon ce dernier, « de mettre à contribution, tous les acteurs en vue de palier à la compensation à la juste valeur

des souffrances de certains de nos compatriotes».

Dans la publication du rapport hier dimanche, les responsables de l'AEDVSTO ont fait une présentation des données recueillies sur le terrain lors de la collecte des informations. Pour ces derniers, « des Togolais sont à ce jour, encore traumatisés suite aux persécutions dont ils auraient été victimes ou témoins ».

L'association Agir Ensemble pour les Droits des Victimes Sociopolitiques au Togo prend par ailleurs acte de la feuille de route de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) du 31 juillet dernier. Saluant cet acte de « grandeur » des deux facilitateurs du dialogue inter togolais, l'association invite le Togo à remettre en marche, le processus électoral pour que vive la démocratie au Togo.

**La Rédaction**

### Oti

#### 137 volontaires ont prêté serment

Cent trente-sept Volontaires d'Engagement Citoyens VEC de la 3<sup>e</sup> vague ont prêté serment le jeudi 2 août 2018 à Mango. Cette cérémonie solennelle des VEC est organisée par l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT), région des Savanes, en collaboration avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base ANADEB et la commune de Mango. Selon le contrat qui lie l'ANVT et ces VEC, chaque volontaire après avoir effectué mensuellement le travail demandé perçoit une allocation de subsistance de 30.000F dont 10.000F seront épargnés à la COOPEC-SIFA de Mango. A la fin de leur mission, ils auront à épargner au total 40.000F et pourront solliciter un prêt auprès de cette micro-finance pour une insertion socio-économique afin de sortir progressivement de la précarité.

### Cinkassé

#### Collecte de sang

Le centre régional de transfusion sanguine des savanes, l'entreprise Scanning Systems basée au Poste de contrôle juxtaposé (PCJ) de l'UEMOA de Cinkassé a organisé le 28 juillet 2018 une collecte de sang.

Cette action, la première du genre, s'est inscrite dans le programme de développement de l'entreprise scanning systems lequel vise le bien-être social des populations riveraines du PCJ. Pour le directeur du site de PCJ, Jacques Kongolo, c'est une occasion pour les responsables de l'entreprise d'appuyer le district sanitaire de Cinkassé dans sa mission de sauver les vies humaines.

### Aného

#### Mobilisation autour de Epé-Ekpé

Le comité d'organisation de la 355<sup>e</sup> édition de la fête traditionnelle Epé-Ekpé du peuple Gê a lancé un appel le 5 août 2018 à Aného à la mobilisation des populations du Togo et de sa diaspora pour une célébration pacifique, inclusive et réconciliatrice des festivités.

Dans une déclaration liminaire, le premier vice-président du comité d'organisation, Gê Fio Assou Azanléko Kpalikpatcho III, a indiqué que la prise de la « pierre sacrée », étant l'apothéose des cérémonies, l'évènement indique le début d'une nouvelle année en pays Gê.

Selon Kpalikpatcho III, cette fête tri-séculaire, démarrée depuis le 6 juin dernier, est marquée par plusieurs moments et rituels entre autres les abstinences (Sédodo), l'ablution et la purification par l'aspersion de l'eau lustrale (Situtu) pour la réconciliation ... le partage des grains de maïs pour la décompte des jours.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Freda Sefiamor  
Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

## RETROSPECTIVE

... pour l'élection Présidentielle. Curieusement, ce projet de loi qui renferme les principales préoccupations du peuple togolais auxquelles a adhéré l'opposition jusqu'au 19 août 2017, n'a pas été accueilli favorablement par celle-ci. Le blocage ainsi créé était tel qu'il fallut l'intervention de la Cedeao, notamment à travers des bons offices de deux facilitateurs, pour dénouer bon an, mal an, la crise avec une feuille de route de sortie de crise. Chronologie du dialogue jusqu'à ce jour.

**2 novembre 2017** : Le gouvernement togolais a annoncé dans un communiqué des mesures pour, dit-il, apaiser la tension dans le pays et aller vers la recherche de solution à la crise sociopolitique. Ces mesures prises à la veille de la reprise des nouvelles manifestations publiques de l'opposition vont de la libération des personnes arrêtées dans le cadre des marches, la restitution des motos saisies à la levée du contrôle judiciaire de Jean-Pierre Fabre. Par la même occasion, les autorités annoncent l'ouverture prochaine d'un dialogue avec l'ensemble des partis politiques.

**20 novembre 2017** : En déplacement à Abidjan, le président togolais s'est de nouveau prononcé sur la crise qui secoue son pays depuis le 19 août et sur le dialogue en préparation. Faure Gnassingbé a annoncé que le dialogue avec l'opposition togolaise s'ouvrira dans les prochaines semaines et qu'une décision consensuelle sera prise à l'issue des discussions.

« Quelles que soient les situations, quels que soient les événements, tout doit se terminer par le dialogue. Et ce dialogue est en cours de préparation. Pour dialoguer, il faut être deux et ma seule voix ne suffit pas », a affirmé Faure Gnassingbé, lors d'un point presse, après une audience en tête à tête avec son homologue ivoirien au palais présidentiel.

**2 février 2018** : A l'issue de leur mission au Togo, les émissaires des présidents ghanéen, Albert Kan Dapaah et guinéen, Tibou Camara annonce l'ouverture du dialogue pour le 15 février 2018. Pendant ce temps ils ont recommandé la fin des manifestations publiques.

**15 février 2018** : Cérémonie d'ouverture officielle du dialogue politique inter-togolais à l'hôtel du 2 février à Lomé en présence du président ghanéen, Nana Akufo Addo.

**19 février 2018** : Début effective du dialogue entre pouvoir et opposition. Entre autres décisions prises à la fin, la grâce présidentielle accordée à 45 détenus sur les 92 arrêtés lors des manifestations de l'opposition durant six mois (août 2017 à février 2018), la libération provisoire de sept personnes détenues dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara, l'arrêt de la préparation des élections par la CENI ainsi que la suspension des manifestations de rue pour donner une chance au dialogue.

**23 février 2018** : Reprise du dialogue après la suspension du 19 février. A cette reprise les protagonistes ont évalué les mesures d'apaisement et renforcer le climat de confiance entre eux. C'était en présence du président

Ghanéen Nana Akufo- Addo.

**23 mars 2018** : 3ème round du dialogue entre pouvoir et opposition. Dans sa conclusion, le Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo avait encouragé les parties à ne pas fermer la porte aux propositions faites par l'une ou l'autre, mais plutôt de prendre en considération l'intérêt supérieur de la Nation afin d'arriver à un consensus sur les positions divergentes en vue de la résolution de la crise. Ceci permettrait au peuple togolais de vivre dans la paix, la sécurité et la liberté. La séance a été levée. Il a été convenu d'une reprise à une date ultérieure.

**27 juin 2018** : Reprise du dialogue à Lomé en présence des présidents du Ghana, Nana Akufo-Addo et du président de la Guinée, Alpha Condé. Au sortir des discussions avec les différentes parties engagées dans le dialogue, un communiqué a été lu aux médias par le président de la Commission de la CEDEAO, Jean Claude Kassi-Brou. Dans ce communiqué, les deux facilitateurs disent avoir noté avec satisfaction les disponibilités du pouvoir et de l'opposition à œuvrer ensemble pour décriper la tension qui secoue le pays depuis bientôt un an. A cet effet, ils ont lancé un appel à tous les partis politiques et aux forces vives togolaises à s'abstenir de tout acte et de tout agissement susceptible de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo et de la sous-région.

Les émissaires ont demandé au parti politique de l'opposition et du pouvoir de faire preuve de retenue pour ne pas compromettre les efforts en cours. Ils ont félicité le gouvernement pour

les mesures d'apaisement déjà prises et l'encouragent à poursuivre la libération des personnes arrêtées lors des manifestations. Dans le même temps, ils ont exhorté les autorités à étendre la possibilité du droit de manifester à l'ensemble du pays dans le respect de l'ordre public et des lois en vigueur afin de garantir la liberté de manifester ainsi que la sécurité des biens et des personnes. Ils ont appelé toute la population à collaborer avec les autorités pour retrouver les armes perdues.

**31 juillet 2018** : Sortie de la feuille de route de la CEDEAO sur la crise togolaise à l'issue de la 53ème de la Conférence des chefs d'Etat à Lomé. Dans cette feuille de route, l'institution recommande la mise en œuvre des réformes institutionnelles et constitutionnelles. Ces réformes devront porter sur la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, l'élection présidentielle à 2 tours, la recomposition de la Cour constitutionnelle et la limitation du mandat de ses membres. La conférence des Chefs d'Etat recommande l'adoption de ces réformes par voie parlementaire en vue d'accélérer le processus de leur mise en œuvre. Le cas échéant, ces réformes seront soumises aux consultations électorales.

De plus, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont fixé au 20 décembre prochain la date des élections législatives. A cet effet, l'organisation communautaire a exhorté le gouvernement togolais à procéder à la révision intégrale du fichier électoral avant la tenue de ces législatives. Les dirigeants de la CEDEAO ont en outre demandé l'accélération et la finalisation du recensement

électoral pour établir les listes électorales fiables, la possibilité pour les togolais de la diaspora de voter dans leurs lieux de résidence lors des élections nationales, le déploiement des observateurs électoraux. Ils encouragent le gouvernement togolais à poursuivre les mesures d'apaisement en accélérant les procédures judiciaires relatives aux personnes arrêtées lors des manifestations politiques et d'étudier la possibilité des mesures additionnelles en faveur de ces personnes.

**8 août 2018** : La Commission de la CEDEAO a évalué à Lomé la feuille de route des Chefs d'Etat de l'organisation pour la sortie de crise au Togo avec les protagonistes togolais. Cette réunion, qui a enregistré la présence effective du pouvoir et de la Coalition des 14 partis de l'opposition, a été l'occasion de préciser les contours des décisions.

A la fin de la réunion présidée par le président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Kassi Brou, la Coalition de l'opposition a indiqué avoir soulevé les manquements de la feuille de route et soulevé la question du découpage électoral pour les élections législatives ainsi que la nécessité d'opérer préalablement les réformes. Quant au pouvoir, il a réaffirmé son engagement à tout mettre en œuvre pour l'application rigoureuse des décisions et pour la tenue des élections le 20 décembre prochain. La reprise des discussions au sein du comité de suivi du dialogue est prévue pour la fin de ce mois d'août.

**TM avec les Dépêches du Togo**

## A l'occasion de l'anniversaire du « 19 août »

# Tikpi Atchadam qualifie la feuille de route de victoire d'étape

**Hier, cela faisait un an jour pour jour que le Togo a failli basculer dans le chaos. Une manifestation déclarée à l'avance pacifique par les premiers responsables du Parti national panafricain (PNP), s'est transformée une série de violences. Parler de l'anniversaire du 19 août et des mois de manifestations qui s'en ont suivis, c'est parler avant tout des morts, des blessés graves, même dans les rangs des forces de l'ordre. Un an après cette date, Tikpi Atchadam et son parti parlent de victoire.**

Dans un long message publié sur les réseaux sociaux ce dimanche, le président national du PNP qui était très attendu pour se prononcer depuis quelques jours, fait un long bilan du premier anniversaire du mouvement dont il est l'instigateur. Atchadam dans son audio a essayé

de démontrer qu'il n'a pas appelé à des manifestations violentes et continue d'accabler le pouvoir pour tout ce qui s'est passé.

Tikpi Atchadam qui vit toujours caché, déclarant ne pas se sentir en sécurité au Togo malgré les propos rassurant des autorités

togolaises, déclare à la suite de son conseiller Ouro-Djikpa Tchatikpi, que « la feuille de route reste une victoire d'étape ». Pour le leader du PNP, cette feuille de route constitue un acquis à consolider. Tous les acteurs sont d'accord en tout cas que le Togo doit continuer à faire des

progrès.

Mais peut-on parler de victoire ? La feuille de route rassemble essentiellement les réformes que le pouvoir a cédé des mois auparavant mais que l'opposition a rejetées. Des éléments comme le retour intégral à la Constitution de 1992 et la transition qui étaient des revendications importantes de la Coalition ont été tout simplement ignorées. De plus la Cedeao ne s'est pas prononcé sur la candidature ou non de

Faure Gnassingbé en 2020. Il ne s'agit donc nullement pas d'une victoire, l'organisation sous-régionale a simplement ramené tout le monde à la raison. Mais si nous restons dans la logique de Tikpi Atchadam, la mise en œuvre de cette feuille de route ne devrait donc pas poser problème. Le pouvoir étant déjà dans une bonne disposition, le PNP devrait donc sensibiliser ses alliés de la C14 à arrêter le dilatoire pour aller droit au but.

**Edem Dadzie**

**RDC****Katumbi sous mandat d'arrêt international**

**Alors qu'il a été empêché de fouler le sol congolais avant la clôture du dépôt des candidatures pour la présidentielle du 23 décembre 2018 prochain, l'ancien édile de la province du Katanga Moïse Katumbi fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par le gouvernement congolais.**

Condamné en 2016 à 3 ans de prison dans une affaire de spoliation immobilière, Moïse Katumbi est aussi poursuivi par la justice de son pays pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » dans une affaire de recrutement présumé de mercenaires renvoyée au 10 octobre par la Cour suprême. Il est aussi accusé d'avoir une nationalité italienne, un fait qui le disqualifie de la candidature pour le poste de président de République en RDC.

Pour enfoncer le clou, le

gouvernement congolais a lancé un mandat d'arrêt international contre l'opposant et invite les pays voisins africains et européens à mettre en exécution ce mandat.

Allié puis adversaire du président Joseph Kabila, M. Katumbi répète qu'il a été empêché de rentrer par la Zambie les 3 et 4 août pour présenter sa candidature à l'élection présidentielle. M. Katumbi s'est présenté au poste-frontière de Kasumbalesa, où il affirme avoir trouvé la frontière

congolaise fermée et un important déploiement sécuritaire.

Faux, rétorque le ministre de la justice. Selon le garde des Sceaux du Congo, Moïse Katumbi n'a jamais été empêché de rentrer au pays. « M. Katumbi n'a jamais dépassé la barrière zambienne pour entrer dans la zone neutre et arriver à la frontière du Congo. C'était un show qu'il avait organisé. S'il avait voulu entrer sur le territoire, on aurait donné l'autorisation, avec mission d'exécuter le mandat de



**katumbi Moïse**

prise de corps qui a été émis contre lui par le procureur général », a détaillé Alexis Thambwe Mwamba. Tous les leaders de l'opposition ont exigé lundi soir le retour de Moïse Katumbi pour qu'il participe

à l'élection présidentielle. Ses partisans ont saisi le Conseil d'Etat pour demander son retour et le dépôt de sa candidature même après la date limite du 8 août.

**T.M.**

**Mali / Présidentielle 2018****L'opposant Soumaïla Cissé s'autoproclame vainqueur avec 51,75% des voix**

**C'est devant des partisans en colère qui scandaient le nom de leur candidat « président » que l'opposant Soumaïla Cissé s'est fait vainqueur du 2ème tour de l'élection présidentielle du 12 août dernier. Une déclaration qui n'est que la suite logique de sa posture depuis le 1er tour de l'élection. Face aux félicitations de la communauté internationale, l'opposant met en avant le défi sécuritaire pour faire pression et contester la légitimité de son rival, le président IBK déclaré vainqueur par la Commission électorale.**



**Soumaïla Cissé**

Et pourtant, l'opposant a été battu par le président sortant, selon les résultats provisoires proclamés par le ministre de l'Administration territoriale avec une avance confortable de plus de 30 points d'écart.

Une sorte de « remake » de la présidentielle de 2013 où, face encore au président sortant, Soumaïla Cissé avait courbé l'échine dans une élection où même les sondages ne lui donnaient pas l'avantage. On retrouve quasiment le même schéma, 5 ans après, mais à la différence que l'opposant semble vouloir défier l'autorité et la communauté internationale en appelant le peuple malien à la mobilisation contre « la fraude » afin de restaurer la

démocratie.

Pour justifier sa victoire, Soumaïla tient pour preuve, les bourrages avérés selon lui, dans certaines localités du pays ainsi que les résultats « fantaisistes » dans de nombreuses localités du nord du Mali. « ...si on exclut les résultats issus des bourrages d'urnes avérés dans de nombreux bureaux de vote des zones de l'Office du Niger et de la CMDT, ainsi que les résultats tout simplement fantaisistes dans de très nombreuses localités du Nord du pays, je sors vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,75% des voix contre 48,25% à notre adversaire », a-t-il affirmé.

Dans son adresse à ses militants le vendredi 17 août 2018, l'on pouvait sentir des propos à peine voilés de menaces à l'endroit de ceux qui soutiennent cette victoire du président sortant.

Conscient des défis sécuritaires de la sous-région en général, et du Mali avec les incursions terroristes ces derniers temps, l'opposant malien semble avoir trouvé ses

éléments de langage pour faire la pression sur la communauté internationale qui a déjà choisi son camp. Face à une pluie de félicitations des présidents Tchadien, Burkinabé, Nigérien et Français, Soumaïla Cissé a trouvé la formule sécuritaire pour calmer les ardeurs et se faire entendre. « J'en appelle donc à la communauté internationale et aux chefs d'Etat de la sous-région pour qu'ils interviennent en urgence afin de mettre un terme à ce hold-up électoral.

Le retour de la paix au Mali est en jeu. Oui, le retour de la paix au Mali est le prochain enjeu de la stabilité de la région », a-t-il déclaré vendredi dernier.

Reste à savoir si Cissé est aussi conscient qu'il vient ainsi, par ses déclarations, de déclarer la guerre non seulement à un ordre établi de son pays, mais aussi à la communauté internationale incarnée par l'Union africaine, la Cedeao, l'Union européenne, la France, la Russie et les Nations-Unies.

**Alexandre Wémima**

**Etats-Unis / Collusion avec la Russie****Pour avoir critiqué Trump, un ex patron de la CIA voit son habilitation « secret défense » retirée**

**Son malheur aura été d'user de sa liberté d'expression, liberté constitutionnelle garantie par le « Habeas Corpus », la Loi fondamentale des Etats-Unis d'Amérique. John Brennan, ancien patron de la CIA s'est vu retirer son habilitation « secret défense » le 15 août 2018 pour avoir critiqué les relations de l'équipe de campagne du président Donald Trump et la Russie pour l'élection présidentielle de 2016.**

La décision a ravivé le courroux de plusieurs anciens responsables de la CIA et anciens espions à l'égard de la gouvernance du nouveau locataire de la Maison Blanche.

**« Nous n'avons jamais vu auparavant l'octroi ou le retrait d'habilitations secret défense être utilisés comme un instrument politique, à l'instar de ce qui a été fait dans ce cas-là »,**

peut-on lire dans le communiqué signé par les 12 ex-patrons de l'agence de renseignement des Etats-Unis d'Amérique. Pour la Maison Blanche, John Brennan a été privé de cette habilitation à cause des « risques que font courir la conduite et le comportement

erratiques » de l'ancien chef de la CIA. Le président Donald Trump a indiqué au Wall Street journal que sa décision était liée à l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur une possible collusion entre sa campagne et Moscou.

A noter que cette habilitation, donne aux hauts responsables qui en bénéficient, un accès à des informations sensibles et confidentielles, même après avoir cessé leurs fonctions. Pour protester contre cette décision, le très respecté amiral à la retraite William McRaven, qui avait notamment supervisé le raid contre Oussama Ben Laden, a demandé au président Trump de révoquer aussi sa propre habilitation secret défense, « de façon à ce que je puisse ajouter mon nom à la liste des hommes et des femmes qui ont critiqué votre présidence » a-t-il affirmé.

**T.M.**

## Cotation en bourse

## La BRVM initie un programme à l'endroit des PME/PMI

**La Bourse régionale des Valeurs mobilières (BRVM) basée à Abidjan dans la capitale ivoirienne, lance un programme dédié singulièrement au financement des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME/PMI) de l'espace sous régional.**



Edoh Kossi Amenounvé

La bourse de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) s'est invitée dans le cercle restreint des bourses africaines qui œuvrent pour l'accompagnement des PME

et PMI depuis un peu plus d'une année maintenant. En lançant le programme de soutien à la cotation boursière des moyennes entreprises, l'institution de la sous-région comptait palier à un mal profond :

celui d'évincer de veilles pratiques financières qui ne consistaient qu'à faciliter l'entrée en bourses, des grands magnats de l'économie de l'Uemoa.

L'initiative de la création du troisième compartiment a été portée par le Togolais Edoh Kossi Amenounvé, le directeur de la Bourse régionale des Valeurs mobilières. Longtemps laissée en berne sur les marchés boursiers, le compartiment dédié au entreprises dont le chiffre d'affaires annuels frôle la barre des 500 millions CFA a reçu l'assentiment de la plupart des chefs des PME. Le compartiment constituant pour eux, un large éventail d'opérations et une opportunité inouïe de contourner la finance classique (les banques avec leurs taux d'intérêt faramineux). Les investisseurs se sont également frottés les mains à l'idée de voir progresser, le potentiel de diversifier

leurs mises sur le marché boursier.

Un peu plus d'une année à la suite du lancement du compartiment des PME-PMI au siège de la Bourse régionale, un appel à manifestation d'intérêt est lancé en faveur des entreprises incluses dans ladite loge de l'institution boursière. C'est le jeudi 16 août dernier que la BRVM a rendu public, les conditions d'accès à son offre pour le compte des entreprises de l'Union.

Pour ce faire, la BRVM exige aux entreprises postulantes, un chiffre d'affaires en croissance par rapport à celui de l'année précédente et supérieur à 500 millions de francs CFA, un ratio résultat d'exploitation sur chiffres d'affaires également supérieur à 5% ou le ratio excédent brut d'exploitation sur chiffres d'affaires au delà de 10%. Le troisième critère fixé dans le cadre de cet appel est relatif au

ratio de mesure des dettes nettes sur l'excédent brut d'exploitation dont le taux doit être inférieur à 4.

En dépit de la diversité des banques commerciales qui siègent et opèrent dans l'espace communautaire, le loyer de l'argent reste encore supérieur 10% et plus encore sous le regard impuissant de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (Bceao). La formule de la BRVM constitue par ricochet, une alternative à la finance classique pour les entrepreneurs et leur clientèle qui trouve à la Bourse, une opportunité d'investir acquérant des parts au capital des dites structures.

À la BRVM, on parle déjà d'une « approche innovante » tant elle comprend un vaste programme de formation, d'accompagnement, de suivi et l'éventualité d'accès à la communauté financière.

Prosper Awih

## Investissements

## Le Britannique Eagle Scientific va investir au Togo

**En visite au Togo en fin de semaine dernière, les experts du groupe britannique Eagle Scientific accompagnés de parlementaires anglais ont concédé que notre pays offre d'innombrables attraits économiques qui pourraient charmer tout investisseur.**



Les membres du gouvernement échangeant avec la délégation britannique

Les politiques de développement mises en œuvre depuis plusieurs années par le gouvernement n'ont donc pas été vaines. Sur le plan économique, les autorités nationales militent en faveur d'une économie à géométrie multi variable au sein de laquelle le secteur

privé booste la croissance du pays pendant que l'Etat assure son rôle régalien, celui d'offrir les services sociaux, la protection de l'Etat etc. à ses administrés. Sur le plan fiscal, le Togo fait désormais partie de l'un des rares pays de l'espace sous régional à œuvrer dans le sens de la

baisse du taux d'imposition des entreprises privées dans le souci de ramener l'impôt sur la société dans la fourchette des recommandations de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Pour les opérateurs britanniques, ces choix stratégiques confèrent à notre pays, un avantage comparatif dans la sous région.

Mis à part les entreprises nationales qui bénéficient de facilités d'investissement à elles offertes par l'Etat togolais, les opérateurs étrangers ne tarissent pas d'éloges en faveur des réformes audacieuses opérées par le gouvernement sur le plan économique. Découvrant au Togo une niche d'investissement pour l'extension éventuelle de ces opérations à l'ensemble des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao), le groupe britannique Eagle Scientific Ltd entrevoit les offres de ses services dans notre

pays.

Ces ambitions de l'opérateur britannique ont été au centre d'une réunion technique tenue à la Présidence de la République togolaise en présence de la ministre Victoire Dogbé, Directrice de Cabinet du chef de l'Etat et Sandra Johson, la responsable de la cellule Climat des affaires et proche collaboratrice de Faure Gnassingbé.

Cette rencontre entre la représentation britannique dans les rangs de laquelle prenaient part des parlementaires anglais et la partie gouvernementale se situait dans le cadre de la mission de prospection du groupe spécialisé dans la fabrication d'équipements scientifiques et fournisseur mondial de formation scientifique. Avec les officiels togolais, les missionnaires de la Grande Bretagne ont été mis au parfum des différentes réformes opérées par le Togo dans le sens de l'amélioration du climat des

affaires dans le pays.

Pour ces derniers, « le Togo est un réservoir d'opportunités pour tout investisseur de part ses atouts infrastructurels, sa situation géographique et le leadership de son président ». De ces éloges, devront découler, selon les officiels britanniques, des vagues d'investissements au Togo.

La mission de prospection de ces derniers, rend compte que l'Etat, de par la vision de son gouvernement et de son président œuvre en faveur d'une croissance économique plus inclusive, ont par ailleurs renseigné les représentants du gouvernement à la table ronde.

De fait, le Togo noue plusieurs collaborations avec les investisseurs étrangers au rang desquels se situe en bonne place, les britanniques dont plusieurs entreprises opèrent dans des secteurs clés du développement national à savoir les énergies renouvelables.

Prosper Awih

## Petite enfance au Togo

# Politique de développement pour l'avenir du pays

**Les enfants constituent par nature un groupe vulnérable. Souvent, certains parmi eux ont besoin d'être protégés des dysfonctionnements intra ou extra familiaux susceptibles de perturber leur croissance. Conscient de ces défis qui restent à relever, le gouvernement togolais a mis en place une politique nationale de développement. Que comporte cette politique ? Que dit la loi internationale par rapport à la protection des enfants et que faire pour ceux d'entre eux qui sont en situation vulnérable ? TogoMatin vous propose dans ce dossier, une vue d'ensemble sur la situation des enfants dans notre pays.**

## Effectivité de la politique de développement



Des écoliers en classe

Le gouvernement togolais a mis en place une politique nationale plus inclusive pour le développement de la petite enfance. C'était lors d'un atelier de validation institutionnelle de la politique du développement de la petite enfance au Togo le 14 août 2018 à Lomé.

Les acteurs de l'éducation ont apporté leur contribution à l'amélioration du document de politique nationale, élaboré en 2014 et réactualisé en 2017. L'idée vise à rendre le document plus inclusif et de le valider.

Le ministre des Enseignements primaire, Secondaire et de la Formation professionnelle, Prof. Komi Palamwé Tchakpélé, s'est réjoui de cette rencontre qui permet au gouvernement d'aller jusqu'au bout de son engagement entrepris depuis 2010 à travers le Plan sectoriel de l'éducation (Pse), en faveur du développement de la petite enfance.

Avec ce document, les autorités togolaises ont à cœur une meilleure prise en charge de l'enfant, dans une approche de son développement et de son épanouissement, au travers, notamment, d'une éducation préscolaire de qualité.

Pour la couverture préscolaire au Togo, l'Etat entend mettre en place des mécanismes de promotion de l'encadrement de la petite enfance à travers l'éducation parentale (0-3 ans) et l'éducation préscolaire (4-5 ans). Aussi, encourager-t-il « le mode de fonctionnement communautaire en faveur du développement de la petite enfance, en milieu rural, et des jardins d'enfants classiques, en milieu urbain. Le but est de préparer globalement les enfants aux apprentissages ultérieurs ». C'est ce qui justifie la tenue de cet atelier de validation institutionnelle de la politique nationale de développement de la petite enfance.

## Cadre juridique de protection de l'enfant



Une campagne de vaccination des enfants

Parmi les normes internationales de protection de l'enfant, certains instruments ont une force juridique obligatoire. Ainsi lorsque l'Etat ratifie un texte international, il accepte les obligations juridiques internationales que lui impose de respecter les dispositions du texte. L'Etat prend ainsi la responsabilité d'assurer la compatibilité de ses lois nationales avec ses obligations internationales. Sans prétendre dresser une liste exhaustive des sources des droits de l'enfant, l'on peut relever les sources internationales

et les sources nationales.

Au plan international, de nombreux instruments juridiques consacrent le principe de la protection et de la promotion des droits de l'enfant. Nous distinguons les sources juridiques à caractère universel et les sources juridiques à caractère régional. La Convention internationale des droits de l'enfant est ratifiée aujourd'hui par pratiquement tous les Etats à l'exception des Etats-Unis et de la Somalie. Ce texte protège à la fois les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de l'enfant.

## Les enfants vulnérables

La vulnérabilité se définit comme la probabilité d'éprouver une perte dans le futur par rapport à un certain critère de bien-être. Elle est complexe et mouvante, et son degré dépend des caractéristiques du ménage et de sa capacité à répondre aux risques de la vie, qui peuvent être de l'ordre de la santé, social, économique, politique ou environnemental.

Les enfants vulnérables sont ainsi ceux qui font face à des risques plus élevés que d'autres de ne pas accéder aux services sociaux de base et de connaître une situation de négligence, de violence ou de mauvais traitements, d'abus ou d'exploitation. Ces enfants ont besoin d'une attention spéciale afin que la réalisation de l'ensemble de leurs droits soit garantie.

## Les enfants en situation de risque

**1. Les enfants vivant dans des ménages pauvres**

La précarité et la misère

n'engendrent pas en elle-même le danger pour un enfant, mais elle en accroît les risques, en développe



Des élèves à la sortie des classes

les facteurs. La protection de l'enfant ne peut être abordée dans l'oubli de ces réalités sociales. La pauvreté accroît la vulnérabilité des enfants en limitant leur accès aux services sociaux essentiels, notamment sanitaires et éducatifs et en obligeant les familles à adopter des stratégies de survie porteuses de risques pour la survie ou le développement des enfants ; favorisant notamment l'intégration précoce dans la sphère de production, le placement et la migration des enfants.

## 2. Les enfants non enregistrés à la naissance

Garantir l'enregistrement à l'état civil de chaque enfant à sa naissance préserve son droit à une identité, et une nationalité, conformément aux lois nationales et au droit international. En principe, a le droit d'être enregistré et son existence reconnue, tout enfant né viable, c'est-à-dire qui, à l'issue de l'accouchement, respire ou donne quelque autre signe de vie, quelle qu'ait été la durée de la grossesse et sans tenir compte du fait qu'il soit ou non vivant au moment de l'enregistrement.

## 3. Les enfants exclus du système scolaire

En dehors de la cellule familiale, l'école constitue le second cercle de protection de l'enfant contre les risques de discrimination, d'abus, de violence ou d'exploitation. Au Togo, comme dans les autres pays de la sous-région, la scolarisation des enfants pose encore des problèmes tant au niveau de l'offre que de la demande en éducation.

## 4. Les enfants privés du soutien de leurs parents

Une proportion non négligeable d'enfants au Togo ne vit avec aucun de ses parents biologiques. Cette situation tient tout autant à des pratiques sociales anciennes, qu'à des dynamiques économiques et sociales récentes. La circulation et le placement des enfants à l'extérieur de la cellule parentale est

une pratique sociale ancienne au Togo qui s'inscrivait jusque-là dans des mécanismes traditionnels de solidarité ou d'alliances familiales, pour notamment faciliter la scolarisation des enfants, à l'occasion d'une séparation conjugale, ou du décès d'un des parents. Le phénomène des filles - mères, et la marginalisation familiale peuvent aussi expliquer, en partie, cette situation.

## 5. Les enfants orphelins

Près d'un enfant sur dix au Togo a perdu au moins un de ses parents (9,9%). En 2006, le nombre d'orphelins âgés de moins de 18 ans au Togo est ainsi de 281.064. En 2005, on a estimé à 88.000 le nombre d'enfants orphelins en raison du VIH/SIDA. Le décès d'un ou des deux parents a des conséquences immédiates sur le niveau de protection de l'enfant : déscolarisation, mise au travail précoce, placement dans la famille élargie, négligence et abandon, conflits familiaux, violence domestique.

## Les enfants en conflit avec la loi

Au Togo, la responsabilité pénale des mineurs peut être engagée à partir de l'âge de 14 ans. On considère comme enfants en conflit avec la loi, tout enfant ayant commis ou suspecté d'avoir commis une infraction. Le niveau de délinquance juvénile au Togo est difficile à mesurer en l'absence de système de suivi et de gestion de l'information dans ce domaine. Les enfants handicapés

Selon l'OMS, la proportion de personnes handicapées dans un pays, varie de 5 à 8%, en fonction de l'espérance de vie de la population. En retenant une proportion de 10% affectant de façon égale toutes les tranches d'âges de la population, on peut ainsi estimer à près de 284.000, le nombre de personnes âgées de moins de 18 ans ayant un handicap physique ou mental au Togo.

## Urgence d'enregistrer les naissances

En vue de faciliter l'enregistrement des enfants à la naissance, les autorités togolaises ont doté les collectivités locales de bureaux d'Etat civil. Malheureusement, ces services demeurent encore sous-exploités ; l'accroissement des demandes de délivrance des jugements supplétifs au niveau des juridictions en dit long. Il

Nombreux sont les enfants qui sont

empêchés de passer des examens, par manque d'un simple acte de naissance. La détention de cette pièce confère à son titulaire une identité légale. Les dispositions légales en vigueur au Togo fixent à 45 jours, le délai de rigueur pour l'enregistrement des naissances au Togo. Il est donc urgent et du devoir de chaque parent d'enregistrer son enfant après la naissance.

## Un mécanisme d'aide juridictionnelle aux mineurs



Des élèves présentant leur acte de naissance

Le ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République, M. Pius Agbétomey, a lancé en mai 2016 le projet dénommé « Amélioration de l'accès à la Justice pour les enfants au Togo ».

Ce projet, financé par la délégation de l'Union Européenne et l'UNICEF, a pour but d'améliorer l'accès des mineurs à la justice, à travers le renforcement d'un système de justice spécialisé et protecteur pour tous les mineurs qui entrent en contact avec la loi, à savoir les enfants auteurs d'infractions, les enfants victimes et les enfants témoins.

Le projet, a pris en charge 3.600 enfants, dont 2700 victimes et 900 de moins de 18 ans, en conflit avec la loi, conformément aux normes et standards internationaux. C'est l'une des composantes du Programme d'appui au secteur de la justice (Pasj) et il relève du volet « amélioration de l'accès à une justice efficace et de qualité ». D'une durée de 3 ans, il contribuera à asseoir les bases d'une justice spécialisée et protectrice pour tous les mineurs qui entrent en contact avec la loi, qu'ils soient présumés auteurs, victimes ou témoins, à travers un mécanisme d'aide juridictionnelle et de prise en charge appropriée.

Avec l'objectif de réduire le taux de détention des mineurs et d'assurer leur réinsertion sociale, le projet aura pour ambition d'élaborer des mécanismes alternatifs à la privation de la liberté. Pour ce faire, des appuis seront apportés aux structures destinées à accueillir des jeunes en difficultés. Ainsi, un nouveau bâtiment, d'une capacité de 60 places, sera construit pour la Brigade pour mineurs de Lomé.

Protéger les enfants contre les risques et les violations de droits, c'est accroître leurs chances de survie et de développement harmonieux. C'est un impératif universel. Si la protection de l'enfant concerne l'ensemble des enfants, elle vise en particulier ceux qui sont vulnérables, soit parce qu'ils rencontrent des difficultés particulières au cours de leur vie, soit parce qu'ils sont maltraités. Pour l'avenir de tous les enfants, il revient aux géniteurs de jouer pleinement leurs rôles de parents en acquittant de leurs droits et devoirs. L'Etat doit continuer le rôle qui est le sien en traduisant dans les faits la politique nationale de développement de sorte à former des citoyens aptes à prendre demain la relève de l'édification du Togo.

### Annnonce

Dernier virage "Welcome Holidays"

TEKS Groupe en collaboration avec diverses structures partenaires organise une activité socio-éducative à l'endroit des élèves et étudiants. Un moment de détente, de retrouvailles et d'échanges dénommé "Welcome Holidays"

En attraction :

- ▶ Show musical et shooting avec des artistes talentueux,
- ▶ Jeux tombola pour gagner des billets d'avion, des bourses d'études universitaires et divers autres lots,
- ▶ Partage d'expériences avec des modèles de réussite.

- Invitée d'honneur : Mme Olatokunbo IGE, Formatrice experte en développement personnel pour permettre aux jeunes de se fixer des objectifs et les atteindre afin de réussir leur vie.

Lieu: Collège Protestant de Lomé Tokoin

Date: Samedi 18 Août 2018

Heure: 15h00

Pass: 5.000F valable pour 2 personnes avec consommation.

NB. Les tickets sont déjà en vente aux secrétariats des radios partenaires (Taxi FM, Nana FM, Victoire FM et Zéphyr), TEKS Shop (Face pharmacie Gbossimé) et TEKS Administration sur le Boulevard de la Kara (Adéwi, face copie center non loin de la pharmacie Kisito).

Infoline: 90657878

### Annnonce légale

**Par arrêt du 31 janvier 2018, la cour d'appel de Lomé a confirmé le droit de propriété de la collectivité EDRAH représentée par AKAKPO Kossi sur un domaine de 477 Ha 68 a 34 ca sis à AGBELOUVE dans la préfecture de ZIO lieu dit BOGA Afouromé.**

**En conséquence, tous ceux qui ont acquis des parcelles auprès des conjoints AKPALIGAN Daviénou l'ont acheté à leurs risques et périls.**

**Pour tous renseignements contactez**

### Pharmacies de garde de Lomé du 20 au 27 / 8 / 2018

JEANNE d'ARC	Près de M.R.Star	22 22 08 01
ETOILES	10 Av. Nouvelle Marche	22 21 88 47
TULIPE	Bd NOTRE-DAME Bè	22 21 07 22
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
HORIZON	Nyèkonakpòè	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
PAIX	Résidence du Benin	22 26 40 91
FRATERNITE	Hedzranawé	22 26 81 55
APOTHEKA	Keguè	22 61 57 57
KLOKPE	Togo 2000	22 52 20 78
FIDELIA	Bè-Kpota,	22 71 95 95
SARAH	Adakpamé	22 27 09 25
ADIDOGOME	d'Adidogomé	22 50 54 85
SIOE	Apédokoe Atigangomé	90 80 26 39
MAGNIFICAT	Aflao Sagbado	70 44 51 59
ACTUELLE	Ségbé	22 51 11 72
JAHNAP	Djidjolé-Gakli	22 51 22 86
SOLIDARITE	Total Totsi	22 50 37 07
DELALI	Cour d'Appel	22 25 06 90
ORCHIDEE	LLEO 2000	22 51 30 40
APOLLON	Avédji	70 41 01 07
SATIS	Agoè-Logopé	70 44 85 17
St ESPRIT	Agoè-Nyivé	70 40 29 06
St MICHEL	Agoenyivé	22 51 70 22
EXCELLENCE	AgoeDemakpoe	22 51 77 87
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
BAGUIDA	Baguida	70 42 47 77
AVEPOZO	Avepozo	22 27 04 86

### Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

### Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?  
Plus de soucis, contactez:  
Africa Translate Consulting.  
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43  
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



### Photo du jour



Légendez cette photo

## « Fitheb »

### L'édition 2018 se tient en novembre

Le Festival international de théâtre du Bénin (Fitheb) se tiendra bel et bien en novembre prochain au Bénin. Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports, Oswald Homéky a rencontré, le 17 août dernier, les journalistes culturels du Bénin afin de les rassurer de la tenue de ce festival théâtral d'envergure internationale.

Le doute planait encore sur la tenue de l'édition 2018 du Fitheb jusqu'au rendez-vous entre M. Homéky et les professionnels de médias du Bénin. Oswald Homéky a confirmé la tenue effective de la biennale et affirmé son engagement à organiser

le « Fitheb du nouveau départ », un Fitheb sans improvisation.

En effet, il y a plus de huit mois, des polémiques s'étaient enflées autour de cet événement international. Artistes, acteurs et journalistes culturels n'arrivaient pas à se situer quant à la tenue

ou non de cette rencontre culturelle. Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports, Oswald Homéky a levé le doute. Le Fitheb aura donc bel et bien lieu.

« L'édition 2018 du Festival international de théâtre du Bénin (Fitheb), sera celle du nouveau départ



qui sera marqué par la qualité de l'organisation, de la programmation et des représentations

théâtrales », a martelé Oswald Homéky.

**Nadia Edodji**

## Maroc

### Les cultures urbaines s'invitent à Meknès

La 15ème édition du Festival international des cultures urbaines «Freestyle Maroc Urban Dance», se tiendra du 1er au 9 septembre prochain dans la ville Meknès au Maroc. Cette édition est organisée à l'initiative de l'Association espoir jeunesse dénommée « Maroc Freestyle Urban Dance».

Initié en partenariat avec la commune urbaine de Meknès sous l'égide de la Fédération royale marocaine des Sports aérobics fitness hip-hop et disciplines assimilées, ce festival sera marqué par la participation de 800 athlètes, artistes et danseurs venant d'une dizaine de pays. Il s'agit du plus important festival dans sa catégorie « Compétition et formation en cultures urbaines au Maroc », indiquent les

organisateurs dans un communiqué, ajoutant qu'un programme spécial profitera à 5.000 jeunes et enfants défavorisés issus de quartiers de la ville de Meknès et sa région.

Au programme de cette manifestation, figurent des résidences artistiques, des ateliers de formation, treize compétitions en différents arts et sports urbains, des spectacles de rue, des soirées artistiques, le Souk des produits d'arts urbains



Logo du festival des cultures urbaines

outre une caravane socio-sportive et culturelle.

Des experts marocains et étrangers venus

d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de France, du Portugal, d'Italie et du Japon, assureront l'encadrement des participants et les différentes compétitions.

Cette édition connaîtra la réalisation par des artistes graffiti marocains et étrangers des fresques sur les murs du centre-ville.

Le Festival international des cultures urbaines a pour objectif de détecter, rassembler, encadrer et former des jeunes danseurs, athlètes et artistes marocains dans le domaine des cultures urbaines.

**N. E.**

## Lire

« L'émeraude des ténèbres » de Gena Showalter. 2008 Pp 374-375

« ...Ils t'ont sans doute vu entrer et tuer leurs compagnons, commenta Lucien. Ils ne vont pas tarder à arriver. Reyes se courba en avant pour tenter de reprendre son souffle. Le château est sûr? demanda-t-il. Oui. Emmène-nous au château, dans ce cas. Elles d'abord, moi ensuite. Lucien acquiesça. Son corps commençait déjà à disparaître, mais Reyes le retint par le

bras. Comment va Sabin? Mieux, répondit Lucien. Il s'en remettra. Puis il disparut. Reyes utilisa ses dernières forces pour débrancher les appareils, afin d'empêcher les chasseurs de voir ce qui se passait. Il entendit hurler les femmes et comprit que Lucien venait de se matérialiser devant elles. Il aurait bien voulu prendre le temps de rassurer Danika, mais chaque seconde comptait, et il fallait avant tout songer à sa sécurité. Quelques minutes plus tard, Lucien revint. C'est à toi, dit-il. Tu es prêt? Reyes acquiesça en silence. Il n'avait même plus la force de parler.

Lucien le saisit par le bras, et ensuite, quand il reprit ses esprits, il était dans sa chambre. Ses genoux se dérobèrent et il se laissa tomber sur son matelas. Il parvint tout de même à rester assis en s'agrippant à la tête de lit. Où sont les femmes? demanda-t-il. Enfermées dans la pièce à côté, répondit Lucien. Je t'aiderai à leur expliquer ce qui se passe, mais je... Les âmes m'appellent... Je... Il disparut sans avoir eu le temps de terminer sa brasse. Quand il réapparut, au bout d'un long moment, il empestait le soufre. Il revenait de l'enfer et Reyes n'en fut pas surpris. Rares étaient les chasseurs qui

avaient droit au paradis. Je voudrais que tu rendes visite à Aeron dans son cachot, murmura-t-il. Pourquoi? Ne pose pas de questions. Vas-y tout de suite, je t'en prie. Une fois en bas, prends ton portable et appelle-moi. Si j'en avais eu la force, j'y serais allé moi-même. Lucien eut l'air perplexe, mais il n'insista pas et se volatilisa, une fois de plus. La seconde d'après, le téléphone de Reyes sonnait. Il l'ouvrit en tremblant. Tu y es? demanda-t-il. Oui, répondit Lucien. Reyes entendait les femmes Ford murmurer derrière la porte de la pièce dans

laquelle elles étaient enfermées. Il aurait volontiers donné son bras gauche en échange de la force de se lever pour coller son oreille au battant. Il crut tout de même discerner la voix ferme et douce de Danika qui tentait de rassurer ses compagnes. Il ne put s'empêcher de sourire. Mon petit soldat... Il eut soudain terriblement envie de la voir et cette envie lui donna la force qui lui manquait : une soudaine chaleur l'envahit et il parvint à se lever, puis à avancer d'un pas chancelant jusqu'à la porte, à tourner la poignée... »

**africardv**

[www.africardv.com](http://www.africardv.com)

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine

**Mixed Martial Arts****Le Togolais Christ Franck en stage international**

**Le togolais Christ Franck et son confrère Mushin Corbbrey, deux champions qui incarnent les différents secteurs du Mixed Martial Arts (MMA) entament un stage international ce lundi 20 Août.**

Ce stage de Mixed Martial Arts MMA qui se déroule du 20 août au 03 septembre 2018 est accessible à tous les sportifs de tous niveaux. Il est destiné aussi bien à des personnes désireuses de découvrir ce sport de combat complet, qu'à des compétiteurs amateurs ou professionnels souhaitant évoluer au sein d'organisations d'événements sportifs. Ce stage constitue également un cadre de remise en forme ou de préparation physique spécifique.

Au cours de ce stage de MMA, comme le veut la spécificité

de cette discipline, plusieurs techniques seront enseignées. Les participants évolueront au travers de différentes structures spécialisées.

« Je vais partager mon expérience et transmettre mes connaissances dans les arts martiaux. On s'est proposé de faire une formation concernant le jiu-jitsu surtout pour le sol, car c'est une technique de combat qui manque beaucoup ici. Bref, le stage sera plus axé sur le sol, le travail contre la cage », explique Christ Franck.

Contrairement à certain



**Christ Franck**

à priori, le MMA plaira à la plupart des amateurs de sport de combat, notamment aux plus expérimentés souhaitant ouvrir leur champ d'horizon sportif. C'est une discipline très ludique en entraînement, car variée

(partie de combat de frappes debout ou à terre, pieds et poings, corps à corps,...), et dans laquelle on découvre de nouvelles possibilités techniques au fur et à mesure des entraînements, même après des années

d'entraînement. Le MMA est un sport individuel mais la préparation d'un combat est un travail d'équipe.

Christ Franck est un athlète togolais vivant au Canada. Il est devenu une référence incontournable avec ses titres de champion de Mixed Martial Arts au niveau du Bellator. Bellator MMA est la deuxième plus grande organisation d'arts martiaux mixtes aux États-Unis derrière l'Ultimate Fighting Championship. Christ Franck en compagnie de Mushin Corbbrey animera le stage au centre de sport Pitbull Gym. Le champion togolais, spécialiste du jiu-jitsu a accepté de partager son expérience avec les amoureux du MMA. C'est aussi une occasion pour lui de se faire connaître par la population togolaise.

**JA**

**Les championnats nationaux de taekwondo****Près de 300 athlètes pour l'édition 2018**

**Venus d'une quarantaine d'athlètes prene part le jeudi prochain à Lomé à la nouvelle édition des championnats nationaux de taekwondo qui prendra fin le 24 août à Lomé.**



**Des athlètes de taekwondo en compétition**

Pour cette nouvelle édition, les combats se dérouleront selon plusieurs catégories olympiques : seniors et

garçons (-48 kg, -55 kg, -63kg, -73kg), hommes (-58kg, -68kg, -80kg, +80kg), dames (-49kg, -57kg, -67kg, +67kg) et

filles (-44kg, -49kg, -55kg, -63kg).

Cependant, la seule ombre au tableau ce sont les difficultés financières auxquelles est confrontée la Fédération togolaise de la discipline. « Le championnat national est une belle initiative. Toutefois, nous espérons que le ministre de tutelle saura faire diligence pour nous accompagner sur le plan financier pour combler le déficit enregistré dans l'organisation de ces compétitions », indique Elom Vossah, secrétaire général du bureau exécutif de la Fédération Togolaise de Taekwondo Ftt.

**TM**

**Football****Le Togo au 124ème rang mondial du classement Fifa août 2018**

**Le classement Fifa rendu public il y a quelques jours est le premier après la Coupe du monde de cette année en Russie. Champion du monde 2018, c'est sans surprise que la France trône à la 1ère place. Le Togo, quand à lui, se contente de son 124ème rang.**

Est-il encore nécessaire de rappeler que les Eperviers du Togo n'ont pas daigné lorgner la grande messe mondiale du football qui a eu lieu en Russie? Seules les équipes qui ont réalisé de belles performances se sont

arrogées les premières places.

Le Togo, après plusieurs années à faire marche arrière, essaie de remonter la pente en se classant désormais à la 124ème place mondiale et 33ème sur le plan africain.

Toutefois, si le Togo compte vraiment avancer dans ce classement, il doit réaliser des exploits surtout à l'heure de la reprise des qualifications pour la coupe d'Afrique des Nations 2019.

**Africatopforum.fr**

**Ghana****Un « comité de normalisation » mis en place**

**La fédération internationale de football Association (Fifa) a évité le pire en trouvant un vice de procédure dans la suspension du président de la fédération ghanéenne dans une affaire de corruption présumée.**



La Fifa s'est engagée jeudi dernier à stopper le processus de dissolution de la Fédération de football du Ghana (Gfa). L'instance internationale faitière du football a signé un accord avec le Ghana engageant les deux parties à la mise en place d'un « comité de normalisation » chargé d'administrer le football dans le pays.

Plus tôt cette semaine, l'instance dirigeante mondiale du football avait donné au Ghana jusqu'au 27 août pour régler cette affaire judiciaire ou faire face à une interdiction mondiale du football.

Les deux parties vont désormais travailler ensemble « pour offrir un leadership dans la réforme de l'administration du football au Ghana et en Afrique », selon des informations rendues publiques la semaine dernière par la Fifa qui promet par ailleurs, travailler avec le gouvernement ghanéen « pour éliminer la corruption, les malversations et autres comportements criminels associés à l'administration du football au Ghana ».

**Justin amaah**

## Décès de Kofi Annan

# Le Togo rend hommage à ce digne fils d'Afrique et vaillant représentant du continent

**La subite disparition de l'ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Kofi Atta Annan, n'a laissé personne indifférent. Au Togo, du sommet de l'Etat jusqu'au citoyen lambda, c'est unanimement qu'on rend hommage à ce grand homme.**

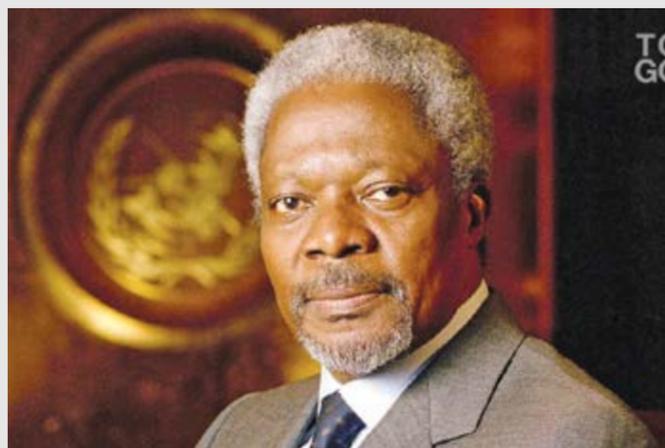
Parmi toutes les réactions qu'on a pu recueillir, c'est à celle du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, qu'on s'intéresse le plus. C'est normal, puisque c'est lui qui a le plus habilité pour s'exprimer au nom de tous les Togolais. Et parlant de réaction, c'en est une. Le président togolais n'a pas du tout été avare en propos honorables. « Le décès de l'ancien secrétaire général des Nations unies M. Kofi Annan nous plonge tous dans la tristesse. Ce

digne fils d'Afrique fut un vaillant représentant de notre continent », a-t-il publié sur les réseaux sociaux. Effectivement, non seulement il est le seul Africain à avoir dirigé jusqu'ici l'ONU, mais aussi, son passage à ce poste a été le plus médiatisé.

Selon les analystes, c'est le secrétaire général qui a le plus impacté la vie de l'organisation en œuvrant pour la paix dans le monde entier, même après son mandat. Plus de 40 ans au service de la diplomatie

mondiale, « il est né pour être diplomate », affirme certains. Le Togo a aussi profité de ses grandes capacités à résoudre les crises. C'est ce qu'on peut lire sur le compte twitter de Gilbert Bawara, l'un des plus proches collaborateurs de Faure Gnassingbé.

« en 2005, il fut l'une des voix à nous inspirer, hors des caméras et des micros, l'audace et des initiatives majeures en matière des droits de l'Homme. Nous lui disons notre gratitude



**Kofi Atta Annan**

et reconnaissance infinies », révèle M. Bawara. Les Togolais ne pouvaient pas s'imaginer qu'ils ont été l'objet de l'attention de cette désormais icône. Ce qui doit les aider d'ailleurs

à préserver cette paix que des personnalités comme lui ont aidé notre pays à maintenir. Il ne nous reste qu'à souhaiter qu'il repose en paix.

**Edem**

## Projet « cantines scolaires »

# 91 319 élèves pris en charge de janvier à juillet 2018

**Après plusieurs mois d'exécution, l'Agence nationale d'Appui au Développement à la Base (Anadab), fait le bilan du projet « cantines scolaires » exécuté dans plusieurs régions du Togo. Des milliers d'élèves bénéficient de cette initiative dont les chiffres viennent prouver la nécessité de ce projet.**

Le projet de cantines scolaires est l'un des programmes qui sont initiés par le gouvernement pour mettre en œuvre le mandat social du chef de l'Etat. Une initiative qui vient résoudre un problème majeur à savoir, la restauration en milieu scolaire. En effet, pendant longtemps, beaucoup d'enfants surtout dans les zones les plus défavorisées de notre pays, avaient des

difficultés à se nourrir. Avec le soutien des partenaires dont la Banque mondiale, aujourd'hui, des efforts sont fait pour offrir aux élèves des zones vulnérables du Togo, des repas chaud. Les cantines scolaires font partie du projet de filets sociaux et services de base (FSB). Grâce à ce projet le gouvernement compte lutter contre l'abandon scolaire et aider ces enfants



**Le chef de l'Etat et ses collaborateurs constatent l'effectivité du projet sur le terrain**

à développer leurs potentiels.

A l'heure du bilan, 304 écoles réparties sur l'ensemble du territoire national sont pris en compte. Grâce à la supervision de 11 ONG, 91 319 élèves ont bénéficié de repas entre le mois de janvier et de juillet 2018. Le projet

a mobilisé un montant total de 1 262 145 990 FCFA dont 689 848 170 venant de l'Etat togolais.

« Nous sommes très heureux d'affirmer que le travail s'est bien passé malgré les difficultés de démarrage. De plus, le repas de midi que nous donnons aux enfants, contribue à garder certains d'entre eux à l'école », témoigne Katanga Mazalo, directrice générale de l'Anadab. Vivement donc que le projet de cantines scolaires se poursuivent et même se renforce pour le bonheur des élèves togolais, surtout les plus nécessiteux.

**La rédaction**

## Vivre ensemble et prochaines élections législatives

# Les sections préfectorales du MJU s'activent

**Plusieurs sections préfectorales du parti Union pour la République (Unir) ont tenu des réunions la semaine dernière. Ces activités ont pour objectif de sensibiliser les jeunes togolais sur le vivre ensemble.**

Après les premières activités de terrain initiées par les premiers responsables du Mouvement des Jeunes Unir (MJU), c'est le tour des sections préfectorales de prendre la relève en organisant des activités de sensibilisation des jeunes togolais sur le territoire national. En effet, une série inédite de réunions ont été organisées de manière soutenue par les sections préfectorales sur toute l'étendue du territoire. Selon le communiqué rendu

public par les premiers responsables du MJU, l'objectif de ces réunions aux niveaux préfectorales est de « ne laisser aucun jeune sans sensibilisation sur, la préservation de nos acquis et leur rôle majeur en tant que force vive du Togo ».

« Les sections préfectorales ont pris les choses en main et ont démontré un savoir faire qui nous a rendu fier de nos responsables locaux. Il s'agissait précisément des sections d'Anié ; de Yoto ; d'Agoè-Nyvé ; de l'Oti

; de Tchaoudjo et de l'Assoli. Nous leur disons bravo », a déclaré Mey Gnassingbé, le délégué aux sections préfectorales du MJU.

Lors de ces réunions, les jeunes ont été entretenus sur leur rôle en tant qu'acteurs de développement de notre pays. Et plus particulièrement sur leur rôle pour préserver la paix et le vivre ensemble.

Pour sa part, la déléguée nationale adjointe du MJU, Mme Mazamaesso Assih a précisé que « le gouvernement togolais, sur

les hautes Instructions du président de la République, mets en place un cadre favorable pour les jeunes. Nous en voyons les résultats tous les jours. Il est question maintenant que les jeunes s'engagent pour faire leur part au service de notre pays ».

Les échos de ces réunions sont positifs et sont autant de signes annonciateurs de la mobilisation électorale prochaine. En effet, les sections préfectorales joueront un rôle essentiel dans l'ensemble des

actions à mener partout sur le territoire national. C'est sûrement la raison pour laquelle le délégué national du MJU, Kanka-Malik Natchaba pense que le Mouvement est désormais dans une phase de déroulement normal de ses activités. « Les échéances électorales sont de vrais challenges et nous comptons relever le défi, en commençant par la participation au recensement. Mais ce qui nous a le plus frappé, c'est le fait que les jeunes soient les premiers à souhaiter aller voter. Ils réclament les élections pour une clarification salutaire », a-t-il déclaré.

**R. Zakari**



ONY Conseil



Bonne fête de  
l'aïd el kebir

**La Banque Autrement**  
[www.corisbank.tg](http://www.corisbank.tg)

